

Original : français

COMMENTAIRES DE LA COTE D'IVOIRE, DU GABON, DU GHANA, DE LA GUINEE BISSAU, DU NIGERIA ET DU SENEGAL AU DEUXIÈME PROJET DE RECOMMANDATION DE L'ICCAT VISANT À REMPLACER LA RECOMMANDATION 16-01 SUR UN PROGRAMME PLURIANNUEL DE CONSERVATION ET DE GESTION POUR LES THONIDÉS TROPICAUX PRÉSENTÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA SOUS-COMMISSION 1

Les présentes propositions d'amendements de la proposition de recommandation du Président de la Sous-commission 1 de l'ICCAT visant à remplacer la *Recommandation de l'ICCAT sur un programme pluriannuel de conservation et de gestion pour les thonidés tropicaux* (Rec. 16-01) est soumis par un groupe de six (06) pays, CPC de l'ICCAT : la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, la Guinée Bissau, le Nigeria et le Sénégal.

Nos six pays se sont engagés à rétablir le stock de thon obèse et à se fonder sur les progrès réalisés en 2018 dans la négociation d'une voie à suivre. Par conséquent, nos discussions et les modifications ci jointes sur le projet de proposition du Président de la Sous-commission 1 ont tenu compte des soumissions des différentes CPC en 2019.

L'élaboration d'un nouveau programme de conservation et de gestion des thonidés tropicaux doit être guidée par la Recommandation 11-13, qui exige que pour les stocks qui sont surexploités et qui font l'objet d'une surpêche, comme c'est le cas actuellement pour le thon obèse, les mesures de gestion sont conçues de manière à avoir une forte probabilité de mettre fin à la surpêche dans un délai aussi court que possible. Nous sommes d'avis qu'un objectif de rétablissement ambitieux, soit une probabilité de 60 % d'atteindre la B_{PME} , est conforme à la « forte probabilité » exigée en vertu de la Rec 11-13, et compte tenu des réductions nécessaires pour atteindre cette reprise, qu'un délai de quinze (15) ans est le délai le plus pratique possible pour réaliser cette reprise.

Selon les projections du SCRS, l'atteinte de ces objectifs exigera une réduction de 20 à 25 % des prises de thon obèse à compter de 2018. Les modifications proposées dans le projet de proposition ci-joint visent à atteindre ces objectifs en combinant un TAC réduit, mis en œuvre au moyen de limites de capture provisoires et une fermeture prolongée de la pêche sous DCP. De plus, les amendements sont rédigés de manière à protéger les exigences et les droits spéciaux des États côtiers en développement.

Nous rappelons aux CPC que la Recommandation 11-13 exige que la Commission adopte immédiatement des mesures de gestion pour reconstituer les stocks surexploités. Par conséquent, l'adoption, cette année, de mesures décisives et particulièrement efficace pour le thon obèse nous permettraient, nous CPC, de respecter cet engagement.

Nous nous réjouissons de la perspective d'une réunion de la Sous-commission 1 constructive et accueillons favorablement les discussions avec les autres CPC sur la proposition révisée du Président de la Sous-commission 1 de l'ICCAT.

	<i>Question</i>	<i>parag</i>	<i>Proposition de rédaction (ICCAT)</i>	<i>Commentaires des CPC sur les gammes</i>	<i>Observation/examen du Président</i>
Limites de capture pour le thon obèse	Programme pluriannuel	1	60% de probabilité de BPME en 10 ans	50-60% de probabilité de BPME en 10-15 ans	Dans l'ensemble, accord avec le projet de proposition du Président (PA1_REV_16_01). Quatre CPC ont exprimé leur préférence pour un programme de rétablissement moins ambitieux et/ou plus long.
	Niveau du TAC de thon obèse	2	60.000 t pour 2020, 2021 et 2022	TAC entre 50.000 t et 62.500 t	Une soumission suggère 65.000 t, mais cela n'atteint pas le seuil de rétablissement de 50%.
	Déclencheur de l'allocation de thon obèse	3	1.250 t au cours de l'une ou l'autre des cinq années précédentes	La grande majorité se situe entre 1.250 t - 1.575 t avec une valeur atypique de 2.000 t.	Il existe un appui universel pour abaisser le déclencheur.
	Allocation de thon obèse	3	90 %	Accord général avec le concept	Doit être lié au seuil global, aux prises historiques et à la résolution 15-13 ; ce sera une négociation difficile.
	Contribution spécifique de l'engin	4		La plupart du temps, aucune rétroaction (donc accord présumé). Toutefois, commentaire d'une CPC à l'effet de renforcer le libellé afin de s'assurer que l'intention de la mesure est respectée. Une autre CPC suggère la suppression, ce qui irait à l'encontre du soutien général.	Compte tenu des préoccupations liées aux captures élevées de juvéniles ces dernières années et de la nécessité de réduire considérablement ces niveaux de captures, l'année de référence 2015 a été jugée trop généreuse par les Etats-Unis. Des préoccupations ont également été exprimées au sujet de la mise en œuvre, en modifiant une phrase pour préciser plus clairement les limitations applicables (divisée en 4 bis).
	Limite de capture pour les Etats côtiers (non) en développement non inscrits sur le tableau de p3	5	1.250 t pour 2020, 2021 et 2022	Pratiquement pas de rétroaction, mais certains suggèrent d'augmenter la limite - une limite de 1.575 t est un point de désaccord pour deux États côtiers développés.	Ici, aucune distinction n'est nécessaire entre en développement et non en développement. 1.575 t augmenterait fortement les chances de consensus.

	Déclencheur d'une limite de capture pour les Etats côtiers en développement (DCS)	6	1.250 t en 2020, 2021, 2022	Une seule CPC a fourni des commentaires	Si l'on utilise une limite de capture de 1.575 t au parag 5 pour les Etats développés, la limite pour les Etats en développement devrait être supérieure à cette limite afin d'assurer une approche équitable qui reconnaît les droits des DCS. Une limite de 2.100 t pourrait être envisagée (utilisée au parag 4 de la Rec. 16-01).
	Contrôle du TAC	9-10	Notification à l'atteinte de 80% ; en cas de dépassement, examen des mesures	Une seule CPC a fourni des commentaires	Il a été noté que ce paragraphe devrait être accompagné d'exigences rigoureuses en matière de déclaration afin d'être mis en œuvre (États-Unis).
	Sous-consommation/Surconsommation	11-13		Fourchette de 0-10% de report de sous-consommation maximale mais satisfaction avec 5%. En outre : report de sous-consommation à examiner en 2023 ; flexibilité dans les reports pour les petits pêcheurs.	
	Niveau du TAC d'albacore	14-16	110.000 t & basé sur l'évaluation du stock	Consensus : Le niveau du TAC d'albacore devra être révisé sur la base de l'avis scientifique.	
	Répartition du TAC d'albacore			Limites de capture pour les principaux pêcheurs ; allocation équitable et ouverte ; captures historiques et déclencheur réaliste pour les autres pays afin d'éviter tout dépassement ; supprimer la référence 2020.	

Mesures de gestion de la capacité	Limitation de la capacité applicable aux thonidés tropicaux	17	Une limitation devra être appliquée pendant la durée du programme pluriannuel.	Vaste accord pour avoir une certaine forme de limitation de la capacité (Rec. 16-01 ou geler PS/LL à OR en dessous du niveau enregistré ces dernières années - 20XX). Une soumission ne souhaitait pas de limitation de la capacité.	Compte tenu de l'état des stocks, certaines réductions de capacité peuvent être justifiées. Aucun nouveau senneur ne devrait être introduit tant que le stock ne s'est pas rétabli. Cela est également nécessaire pour empêcher efficacement les opérateurs de contourner les règles via le changement de pavillon (commentaires de l'UE). Compte tenu de l'état actuel des stocks, il devrait être interdit au moins aux CPC développées d'accroître leurs capacités (commentaire du Japon). Les CPC en développement devraient préparer leurs intentions en matière de capacité si elles prévoient d'accroître leur participation aux pêcheries de thonidés tropicaux de l'ICCAT.
		17 bis - quinquies		Clarifications additionnelles sur les navires de support/ravitaillement.	
Gestion des DCP	Fermeture des DCP	19	Période de fermeture de 2-3 mois	Vaste accord sur une fermeture de 2 à 4 mois des DCP dérivants à l'échelle de l'Atlantique pour la pêche à la senne.	
	Limites imposées aux DCP	20	2020:300 par navire, 2021:250 par navire, 2022: 200 par navire	Appui général à la réduction des DCP à 200 ou 250 par navire, avec réduction graduelle si nécessaire. Une soumission souhaite 400 DCP par navire.	
		21	Les CPC dotées de senneurs devront limiter les opérations sous objets flottants aux niveaux de 2015	Opinions divergentes.	De plus amples discussions sont nécessaires. Si des limites strictes aux opérations sous DCP sont adoptées, cela pourrait permettre une certaine souplesse dans d'autres zones. Il faut avoir plus de clarté sur le niveau d'information disponible

					sur les nombres réels d'opérations sous DCP au cours des dernières années.
	DCP biodégradables non emmêlants	30	Non emmêlants	Accord général pour mettre en œuvre des DCP biodégradables et non-emmêlants dans un proche avenir. Une soumission suggère qu'il est encore trop tôt pour le biodégradable. Intérêt également suscité pour la récupération des DCP dérivants.	
Mesures de contrôle	Observateurs	44	Pour LL 10% d'ici à 2021	Accord général sur 100% des PS et soutien important à l'augmentation de la couverture LL, tout en permettant un suivi électronique en plus d'une couverture de 5% par les observateurs humains. Une CPC insiste sur le fait qu'au moins la couverture actuelle de 5% d'observateurs humains doit être maintenue.	
	Mesures supplémentaires de MCS			Intérêt suscité pour le renforcement des dispositions de l'ICCAT relatives au transbordement. Peut-être pourrait-on en faire quelque chose dans ce sens dans cette mesure ou élaborer une mesure complémentaire.	

Original : français

COMMENTAIRES DE LA COTE D'IVOIRE, DU GABON, DU GHANA, DE LA GUINEE BISSAU, DU NIGERIA ET DU SENEGAL AU DEUXIÈME PROJET DE RECOMMANDATION DE L'ICCAT VISANT À REMPLACER LA RECOMMANDATION 16-01 SUR UN PROGRAMME PLURIANNUEL DE CONSERVATION ET DE GESTION POUR LES THONIDÉS TROPICAUX PRÉSENTÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA SOUS-COMMISSION 1

RAPPELANT le programme pluriannuel de conservation et de gestion s'appliquant aux thonidés tropicaux actuellement en vigueur ;

NOTANT que les stocks de thon obèse et d'albacore sont actuellement surexploités et que le thon obèse est également victime de surpêche ;

RECONNAISSANT que le TAC de thon obèse pour 2017 a été dépassé de plus de 20% et que ce niveau de capture aura probablement pour effet de réduire la probabilité d'atteindre l'objectif de la Convention d'ici 2028 à moins de 10% ;

RECONNAISSANT que le TAC s'appliquant à l'albacore a également été dépassé de 37% en 2016 et de 26% en 2017 ;

CONSIDÉRANT que le SCRS continue de recommander l'élaboration de mesures efficaces afin de réduire la mortalité par pêche sous DCP et d'autres mortalités par pêche de petits albacores et thons obèses ;

COMPTE TENU des recommandations formulées par le Comité chargé de la deuxième évaluation des performances de l'ICCAT en ce qui concerne le report de sous-consommations des prises d'une année à l'autre ;

TENANT ÉGALEMENT COMPTE des recommandations formulées lors de la première réunion du groupeGroupe de travail conjoint sur les DCP des ORGP thonières et de la troisième réunion du groupeGroupe de travail *ad hoc* sur les DCP de l'ICCAT en ce qui concerne les objectifs de gestion des DCP et la disponibilité des mesures de gestion des DCP visant à réduire la mortalité des thons juvéniles ;

NOTANT que le SCRS avait signalé que l'augmentation des ponctions sous DCP et des autres pêcheries ainsi que l'essor de nouvelles pêcheries pourrait avoir des conséquences négatives sur la productivité des pêcheries de thon obèse et d'albacore (p.ex. réduction de la production au niveau de la PME) ;

NOTANT EN OUTRE que les navires ravitailleurs contribuent à augmenter l'efficacité et la capacité des senneurs pêchant sous DCP et que le nombre de navires ravitailleurs a augmenté considérablement au fil des années ;

RAPPELANT l'ensemble considérable de lois internationales qui promeuvent les exigences et les droits spéciaux des étatsEtats en développement, notamment mais sans s'y limiter l'article 119 de l'UNCLOS et l'article 25 et la partie VII de l'UNFSA, ainsi que la priorité à accorder à la pêche de petits métiers, comme cela est reflété dans SDG 14b.;

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (ICCAT) RECOMMANDE CE QUI SUIT :

~~[4ter. Espace réservé— Le Japon et la Corée pourraient solliciter des dispositions relatives aux transferts]~~

5. Les CPC qui ont des captures de moins de 1250 t sur la période 2014-2018 et qui ne sont pas des États côtiers en développement ~~non énumérées au paragraphe 3~~ ne devront pas augmenter les prises au-delà de ~~1.575~~ 250 t en 2020, 2021 et 2022.
6. Si la prise de thon obèse d'une CPC d'un Etat côtier en développement, ~~non énumérée au paragraphe 3 qui a des captures moyennes de moins de 1.250 t sur la période 2014-2018~~, dépasse ~~[2.100~~ 1250 t] en 2020, 2021 et 2022, une limite de capture devra être établie pour cette CPC pour les années suivantes. La limite de capture devra être convenue en tenant dûment compte des droits des États côtiers en développement, des circonstances qui se présentent et de la durabilité du stock.

6bis Les CPC qui sont des Etats côtiers en développement recevront 50% du TAC avec des limites de captures provisoires suivantes :

<u>CPC d'Etat côtier en développement</u>	<u>Limite annuelle provisoire de capture de thon pour 2020-2022 (t)</u>
<u>Brésil</u>	
<u>Ghana</u>	
<u>Curacao</u>	
<u>Cabo Verde</u>	
<u>Panama</u>	
<u>Belize</u>	
<u>Sénégal</u>	
<u>Toutes les autres CPC côtières en développement</u>	<u>Si la capture d'un Etat côtier en développement dépasse 1.250 t en 2020, 2021 et 2022, une limite de capture sera établie conformément au paragraphe 6.</u>

6ter Les CPC qui ne sont pas des Etats côtiers en développement recevront 50% du TAC, avec des limites de captures provisoires suivantes :

<u>CPC qui ne sont pas des Etats côtiers en développement</u>	<u>Limite annuelle provisoire de capture de thon pour 2020-2022 (t)</u>
<u>Union européenne</u>	
<u>Taipei chinois</u>	
<u>Japon</u>	
<u>Chine RP</u>	
<u>El Salvador</u>	
<u>Tout autre CPC qui n'est pas en développement</u>	<u>1.250 t chacun</u>

7. Les dispositions des paragraphes 3, 4, 5 et 6 ne devront pas porter atteinte aux droits et obligations en vertu du droit international des CPC côtières en développement de la zone de la Convention dont l'activité actuelle de pêche du thon obèse est limitée ou non-existante, mais qui présentent un réel intérêt pour la pêche de cette espèce, souhaitant éventuellement développer leur propre pêcherie de thon obèse à l'avenir. Les CPC devront mettre en œuvre des mesures solides de suivi, contrôle et surveillance, selon le cas, en rapport avec leurs capacités et ressources.
8. Les ~~quotas et les~~ limites de capture ~~annuels décrits dans~~ annuelles décrites aux paragraphes 6bis et 6ter de la présente Recommandation ne constituent pas des droits à long terme et sont sans préjudice de tout processus d'allocation formel. La Commission devra entamer un processus pour déterminer les allocations appropriées de thon obèse qui soient cohérentes avec les dispositions de la Résolution 15-13.
- ~~9.~~
9. Les CPC devront faire rapport tous les trimestres de leurs captures de thon obèse effectuées par les navires de leur pavillon au Secrétariat à la fin du trimestre suivant. Lorsque 80% du TAC est atteint pour une année donnée, le secrétariat devra en aviser toutes les CPC.

[9bis. Espace réservé – Les Etats-Unis pourraient solliciter des exigences de déclaration rigoureuses.]

10. Si, au cours d'une année donnée, la prise totale dépasse le TAC établi au paragraphe 2, la Commission devra examiner ces mesures.

Sous-consommation ou surconsommation de capture de thon obèse

11. La surconsommation d'une limite de capture annuelle concernant le thon obèse pour les CPC visées au paragraphe ~~3~~6bis et 6ter devra être déduite de celle-ci, de la manière suivante :

<i>Année de la capture</i>	<i>Année d'ajustement</i>
2018	2019 ou 2020
2019	2020 ou 2021
2020	2021 ou 2022
2021	2022 ou 2023

12. Nonobstant les dispositions du paragraphe 11, si une CPC dépasse sa limite de capture en vertu du paragraphe 3 ou 5 :
- Au cours d'une année, le montant déduit au cours de l'année d'ajustement devra être déterminée comme s'il s'agissait de 100% de la surconsommation ; et
 - Au cours de deux années consécutives, la Commission recommandera les mesures appropriées, qui comprendront une réduction de la limite de capture égale à 125% de la capture excédentaire.

~~13. La sous-consommation maximale qu'une CPC pourrait reporter lors d'une année donnée ne devra pas~~

~~dépasser 5% de sa limite initiale de capture annuelle. Le report de la sous-consommation devra être examiné par la Commission en 2023.~~

TAC applicable à l'albacore

~~14. [13.~~ Le TAC annuel pour 2020 et les années ultérieures du programme pluriannuel s'élève à 110.000 t pour l'albacore et devra rester en place tant qu'il ne sera pas changé en fonction de l'avis scientifique~~].~~

~~15~~14. [Sur la base de l'évaluation des stocks et de l'avis du SCRS, la Commission devra adopter des mesures de conservation additionnelles pour l'albacore à la réunion annuelle de 2020, qui pourraient inclure un TAC révisé, des fermetures ou des limites de prise allouées.]

~~16~~
15. Si le total des captures dépasse au cours d'une année le TAC stipulé au paragraphe ~~14~~13, la Commission devra envisager des mesures de gestion supplémentaires pour l'albacore lors de sa réunion annuelle de 2020~~].~~ Toute autre mesure doit reconnaître les obligations du droit international et les droits des CPC des Etats côtiers en développement.

Interdiction des rejets

~~16.~~ Les CPC dont les senneurs sont autorisés à pêcher le thon obèse et/ou l'albacore et/ou le listao dans la zone de Convention de la Commission en vertu du paragraphe 31, doivent requérir que leurs navires retiennent à bord et débarquent ou transbordent au port tout le thon obèse, l'albacore et le listao capturés en conformité avec les procédures et les exceptions décrites dans la Recommandation 17-01.

IIIÈME PARTIE MESURES DE GESTION DE LA CAPACITÉ

Limitation de la capacité applicable aux thonidés tropicaux

17. Une limitation de la capacité devra être appliquée pendant la durée du programme pluriannuel, dans le respect des dispositions suivantes :
- a) La limitation de la capacité devra s'appliquer aux palangriers et aux senneurs battant le pavillon des CPC spécifiées dans ~~le tableau~~ les tableaux inclus ~~aux~~ aux paragraphe ~~36bis et 6ter~~ qui mesurent 20 mètres ou plus de longueur hors-tout et qui pêchent du thon obèse dans la zone de la Convention ;
 - b) Le 31 janvier de chaque année au plus tard, chaque CPC faisant l'objet d'une limite en vertu du paragraphe ~~36~~ devra élaborer un plan de capacité annuelle décrivant la façon dont la CPC garantira que la capacité totale de sa flottille de palangriers et de senneurs sera ~~au niveau de 20xx~~ ou en dessous gérée de manière à assurer que la CPC est en mesure de respecter son obligation de limiter la prise de thon obèse, conformément ~~au tableau~~ aux tableaux inclus ~~au~~ paragraphe ~~3~~ aux paragraphes 6bis et 6ter.
 - c) Le Ghana devra être autorisé à modifier le nombre de ses navires par type d'engin dans le respect de ses limites de capacité communiquées à l'ICCAT en 2005, sur la base de la proportion de deux canneurs par senneur. Ce changement doit être approuvé par la Commission. À cet effet, le Ghana devra fournir un plan de gestion de la capacité exhaustif et détaillé à la Commission au moins 90 jours avant la tenue de la réunion annuelle. L'approbation fait notamment l'objet de l'évaluation par le SCRS de l'incidence que pourrait avoir ledit plan sur le niveau des captures.
 - d) En ce qui concerne les CPC soumises à une limitation de la capacité, les navires pêchant des thonidés tropicaux dans la zone de la Convention ne peuvent être remplacés que par des navires ayant la même capacité ou une capacité inférieure.

- e) Toute CPC ~~en développement~~ ayant l'intention d'accroître sa participation aux pêcheries de l'ICCAT ciblant les thonidés tropicaux devra s'efforcer de préparer une déclaration d'intention de son développement des thonidés tropicaux dans le but d'informer les autres CPC des changements potentiels dans la pêcherie au fil du temps. Ces déclarations incluront des informations détaillées sur les ajouts proposés/potentiels de flottilles, notamment la taille des navires et le type d'engin. Les déclarations devront être soumises au Secrétariat de l'ICCAT et mises à la disposition de toutes les CPC. Ces CPC côtières pourraient modifier leur déclaration au fur et à mesure que leur situation et leurs opportunités évoluent et les autres CPC pourraient contacter la CPC pertinente afin de solliciter des éclaircissements sur tout élément de la déclaration.
- f) Le Comité d'application devra examiner chaque année le respect par les CPC des mesures de gestion de la capacité.
- 17 bis. Toute CPC dont les navires opèrent, à temps partiel ou à temps plein, en appui à des senneurs, devra communiquer au ~~secrétariat~~Secrétariat de l'ICCAT les noms et caractéristiques de tous ses navires, y compris lesquels de ces navires étaient actifs en 2019 dans la zone de compétence de l'ICCAT et les noms des senneurs qui ont bénéficié de l'appui de chaque navire de support. Ces informations devront être déclarées au plus tard le 31 janvier 2020. Le Secrétariat devra préparer un rapport à l'intention de la Commission, lui permettant d'examiner le type de limitation auquel les navires d'appui sont soumis à l'avenir, y compris un plan d'élimination progressive, le cas échéant. Nonobstant, les CPC ne devront pas augmenter le nombre de navires de support par rapport au nombre enregistré au moment de l'adoption de cette mesure.
- 17 ter. À partir de 2020, les CPC devront limiter leur nombre de navires de support/de ravitaillement à un maximum de [1 navire de support/de ravitaillement pour un minimum de 5] senneurs autorisés opérant dans le cadre de pêcheries sous DCP.¹
- 17 quater. Aux fins de la présente mesure, un navire de ravitaillement est défini comme tout navire qui effectue des activités en appui aux senneurs qui augmente l'efficacité de leurs opérations, y compris, sans toutefois s'y limiter, le déploiement, l'entretien et la récupération des DCP.
- 17 quinques. À compter de 2020, les CPC devront s'assurer que tous les navires ravitailleurs bénéficient d'une couverture d'observateurs de [100%].

~~(Proposition du Japon : déplacé à la section des « Observateurs »)~~

IVÈME PARTIE GESTION DES DCP

Objectifs de gestion des DCP

18. Les objectifs généraux de gestion des DCP et des navires ravitailleurs dans la zone de la Convention sont définis comme suit:
- a) Réduire au minimum les impacts potentiels d'une densité élevée de DCP sur l'efficacité de la pêche à la senne, tout en minimisant les impacts disproportionnés sur les possibilités de pêche des flottilles qui utilisent d'autres engins ou d'autres stratégies de pêche et qui ciblent également les thonidés tropicaux.
- b) Minimiser l'impact de la pêche sous DCP sur la productivité des stocks de thon obèse et d'albacore qui est provoqué par la capture de grands nombres de juvéniles qui se concentrent avec des listaos sous les DCP.
- c) Minimiser l'impact de la pêche sous DCP sur les espèces non ciblées, le cas échéant, y compris

¹ Les CPC ayant moins de 5 senneurs pourraient avoir 1 navire de ravitaillement.

l'enchevêtrement d'espèces marines, particulièrement celles dont la conservation soulève des préoccupations.

- d) Minimiser l'impact des DCP et de la pêche sous DCP sur les écosystèmes pélagiques et côtiers, y compris en empêchant l'échouage ou l'échouement des DCP dans des habitats sensibles ou l'altération de l'habitat pélagique.

Fermeture des DCP

19. Afin d'atteindre l'objectif de réduction de la mortalité par pêche des juvéniles de thon obèse et d'albacore, les senneurs et les canneurs qui pêchent le thon obèse, l'albacore et le listao en association avec des DCP en haute mer ou dans des ZEE, ou les navires en appui aux activités de pêche de ces espèces, ne devront pas être autorisés à ~~opérer/déployer, servir ou pêcher sous DCP dérivants~~ pendant une période de ~~deux ou trois~~ quatre mois entre le 1er janvier et le ~~[28 février ou le 31 mars]~~ 30 avril de chaque année. Cette disposition devrait être ~~réexaminée/réexaminée~~ et, si nécessaire, révisée en se fondant sur l'avis du SCRS en tenant compte des tendances mensuelles des prises réalisées sur bancs libres et sous DCP.

19 bis. En outre, chaque CPC devra s'assurer que ses navires :

- a) ne déploient pas de DCP dérivants pendant la période de fermeture et pour une période de 15 jours avant le début de la période de fermeture sélectionnée ; et
b) récupèrent, dans un délai de 15 jours avant le début de la période de fermeture, un nombre de DCP dérivants identique au nombre de DCP dérivants préalablement déployés au cours des deux mois précédents.

~~19 ter. Par dérogation au paragraphe 19, la période de fermeture susmentionnée devrait être limitée à [un mois ou 6 semaines] entre le 1er janvier et le [31 janvier ou le 15 février], pour les navires sollicitant et respectant les critères suivants :~~

- ~~a) 100 DCP dérivants maximum devront être déployés, avec ou sans bouées instrumentées, au cours de chaque année civile, sans préjudice des dispositions du paragraphe 15 ;
b) aucun nouveau DCP, avec ou sans bouées instrumentées, ne devra être déployé pendant toute la période de fermeture visée au paragraphe 19 de la présente Recommandation ;
c) Une couverture d'observateurs humains de 100% devra être obtenue, à tout moment, sur tous les navires concernés.
d) Les opérations sous DCP devront être limitées à 75% du niveau spécifié au paragraphe 21 ; et
e) la liste des navires sollicitant cette dérogation devra être communiquée au Secrétariat de l'ICCAT par les CPC du pavillon des navires concernés avant le 1er janvier de chaque année. En outre, et conformément aux dispositions du paragraphe 24, les CPC devront également inclure la liste des navires concernés par cette dérogation dans leur plan annuel de gestion des DCP.~~

Limites imposées aux DCP

20. Les CPC devront veiller à ce que les navires battant leur pavillon appliquent les limites suivantes du nombre de DCP actifs avec bouées instrumentés à tout moment pour chacun de leurs navires, en vérifiant les factures de télécommunication. Ces vérifications devront être réalisées par les autorités compétentes des CPC:

- a) 2020 : 300 DCP par navire
b) 2021 : 250 DCP par navire
c) 2022 : 200 DCP par navire

20 bis. Les DCP devront être activés à bord du navire au moment de leur déploiement et devront rester actifs jusqu'au moment où ils sont récupérés ou perdus.

21. Les CPC ayant des senneurs devront limiter le nombre d'opérations sous objets flottants aux niveaux

de 2015².

22. Les CPC pourraient autoriser leurs senneurs à opérer sous des objets flottants pour autant que le navire de pêche dispose d'un observateur ou d'un système de surveillance électronique opérationnel à bord capable de vérifier le type d'opération, la composition des espèces, et qu'il fournisse des informations sur les activités de pêche au SCRS.
23. Le SCRS devra réaliser une analyse plus approfondie, pour examen en 2020, en ce qui concerne l'impact des navires ravitailleurs sur les prises d'albacore et de thon obèse juvéniles.

Plans de gestion des DCP

24. Les CPC comptant des senneurs et/ou des canneurs qui se livrent à des activités de pêche de thon obèse, d'albacore et de listao en association avec des DCP, devront soumettre au Secrétaire exécutif des plans de gestion quant à l'utilisation de dispositifs de concentration par les navires battant leur pavillon avant le 31 janvier de chaque année.
25. Les plans de gestion des DCP devront avoir pour objectif les éléments suivants :
 - i) améliorer les connaissances sur les caractéristiques des DCP, les caractéristiques des bouées, la pêche sous DCP, y compris l'effort de pêche des senneurs et des navires de support associés, et les impacts y relatifs sur les espèces ciblées et non ciblées ;
 - ii) gérer efficacement le déploiement et la récupération des DCP, l'activation des bouées ainsi que leur perte potentielle ;
 - iii) réduire et limiter les impacts des DCP et de la pêche sous DCP sur l'écosystème, y compris, le cas échéant, en agissant sur les différentes composantes de la mortalité par pêche (p.ex. nombre de DCP déployés, notamment nombre d'opérations de pêche sous DCP par les senneurs, capacité de pêche, nombre de navires de support).
26. Les plans devront être établis en suivant les directives pour l'élaboration des plans de gestion des DCP, telles qu'énoncées à l'**annexe 61**.

Carnet de pêche-DCP et liste des DCP déployés

27. Les CPC devront s'assurer que tous les senneurs et les canneurs et tous les navires de support (navires de ravitaillement y compris) battant leur pavillon, et/ou autorisés par les CPC à pêcher dans les zones relevant de leur juridiction, lorsqu'ils se livrent à des activités de pêche en association avec des dispositions de concentrations de poissons (DCP), ou lorsqu'ils les déploient, recueillent et déclarent, pour chaque déploiement d'un DCP, chaque visite à un DCP, qu'il soit suivi ou non d'une opération, ou chaque perte d'un DCP, les informations et les données suivantes :
 - a) Déploiement d'un DCP
 - i) Position
 - ii) Date
 - iii) Type de DCP (DCP ancré, DCP artificiel dérivant)
 - iv) identificateur du DCP (à savoir, marque du DCP et identification de la bouée, type de bouée, p.ex. bouée simple ou associée à un échosondeur),
 - v) caractéristiques de la conception des DPC (matériel de la partie flottante et de la structure sous-marine suspendue et l'élément emmêlant ou non emmêlant de la structure sous-marine suspendue).
 - b) Visite à un DCP :

² Dans le cas des CPC en développement dont les flottilles nationales sont en expansion, la référence utilisée pour chaque navire de la flottille devra être la première année complète d'activité des navires sous le pavillon de cette CPC.

- i) Type de visite (déploiement d'un DCP et/ou d'une bouée³, récupération d'un DCP et/ou d'une bouée, renforcement/consolidation d'un DCP, intervention sur l'équipement électronique, rencontre aléatoire (sans pêche) d'un objet ou d'un DCP appartenant à un autre navire, visite (sans pêche) d'un DCP appartenant au navire, opération de pêche sous DCP⁴),
 - ii) Position
 - iii) Date
 - iv) Type de DCP (DCP ancré, DCP naturel dérivant, DCP artificiel dérivant)
 - v) le numéro d'identification du DCP (par exemple marque du DCP et identification de la bouée ou toute information permettant d'identifier le propriétaire),
 - vi) Si la visite est suivie d'une opération, les résultats de celle-ci en termes de captures et de prises accessoires, que les spécimens soient retenus ou rejetés morts ou vivants Si la visite n'est pas suivie d'une opération, en consigner les raisons (p.ex. pas assez de poissons, poissons trop petits, etc.).
- c) Perte d'un DCP :
- i) Dernière position enregistrée
 - ii) Date de la dernière position enregistrée
 - iii) identificateur du DCP (à savoir, marque du DCP et identification de la bouée).

Aux fins de la collecte et de la transmission des informations susvisées et lorsque les carnets de pêche électroniques ou sur support papier déjà en place ne le permettent pas, les CPC devront mettre à jour leur système de déclaration ou établir des carnets de pêche-DCP. Pour établir les carnets de pêche-DCP, les CPC devraient envisager d'utiliser le modèle inclus à l'**annexe 2** comme formulaire de déclaration. Lors de l'utilisation des carnets de pêche sur support papier, les CPC pourront chercher à harmoniser les formats, avec l'appui du Secrétaire exécutif. Dans les deux cas, les CPC devront utiliser les normes minimales recommandées par le SCRS à l'**annexe 3**.

28. Les CPC devront en outre s'assurer que tous les navires visés au paragraphe 20 tiennent à jour sur une base mensuelle et par rectangles statistiques de 1° x 1° une liste des DCP et des bouées déployés, contenant au moins les informations énoncées à l'**annexe 4**.

Obligations de déclaration en ce qui concerne les DCP et les navires de support

29. Les CPC devront s'assurer que les informations suivantes soient transmises chaque année au Secrétaire exécutif, dans le format fourni par le Secrétariat de l'ICCAT. Ces informations devront être mises à la disposition du SCRS et au groupe de travail ad hoc sur les DCP dans une base de données élaborée par le Secrétariat de l'ICCAT :

- i) le nombre de DCP réellement déployés sur une base mensuelle, par rectangles statistiques de 1° x 1°, par type de DCP, en indiquant la présence ou l'absence de balise/bouée ou d'échosondeur associé au DCP et en spécifiant le nombre de DCP déployés par les navires de support associés, indépendamment de leur pavillon ;
- ii) le nombre et le type de balises/bouées (p.ex. radio, sonar uniquement, sonar équipé d'échosondeur) déployées sur une base mensuelle, par rectangles statistiques de 1° x 1° ;
- iii) le nombre moyen de balises/bouées activées et désactivées sur une base mensuelle que chaque navire a suivies ;
- iv) le nombre moyen de DCP perdus équipés de bouées actives sur une base mensuelle;
- v) pour chaque navire de support, le nombre de jours passés en mer par quadrillage de 1°, par mois et par État de pavillon.
- vi) Prise et effort des senneurs et des canneurs, ainsi que nombre d'opérations réalisées (dans le cas

³ Le déploiement d'une bouée sur un DCP inclut trois aspects : déploiement d'une bouée sur un DCP étranger, transfert d'une bouée (ce qui modifie le propriétaire du DCP) et modification de la bouée sur le même DCP (ce qui ne change pas le propriétaire du DCP).

⁴ Une opération de pêche avec un DCP inclut deux aspects : pêche après une visite au propre DCP d'un navire (ciblé) ou pêche après une rencontre aléatoire d'un DCP (opportuniste).

des senneurs) par mode de pêche (pêcheries opérant sur des bancs associés à des objets flottants et celles opérant sur bancs libres) conformément aux exigences de déclaration des données de la tâche II (p.ex. par rectangles statistiques de 1°x1° et par mois);

- vii) lorsque les senneurs opèrent en association avec les canneurs, déclarer les captures et l'effort conformément aux exigences de la tâche I et de la tâche II en tant que « senneur associé à un canneur » (PS+BB).

DCP non emmêlants et biodégradables

30. Afin de minimiser l'impact écologique des DCP, notamment l'emmêlement des requins, tortues et autres espèces non ciblées, et la libération des débris marins synthétiques persistants, les CPC devront :

- i. S'assurer que tous les DCP déployés sont non emmêlants conformément aux directives établies à l'**annexe 5** de la présente Recommandation, conformément aux recommandations antérieures de l'ICCAT ;
- ii. S'assurer que, à compter de janvier 2021, tous les DCP déployés sont non emmêlants et construits à partir de matériaux biodégradables y compris des matériaux qui ne sont pas en plastique, à l'exception des matériaux utilisés dans la construction des bouées de suivi des DCP ;
- iii. Faire rapport tous les ans sur les mesures prises pour se conformer à ces dispositions dans leurs plans de gestion des DCP.

Ve PARTIE MESURES DE CONTRÔLE

Autorisation spécifique de pêcher des thonidés tropicaux

31. Les CPC devront émettre des autorisations spécifiques aux navires mesurant 20 mètres ou plus de longueur hors-tout (LOA) battant leur pavillon autorisés à pêcher du thon obèse et/ou de l'albacore et/ou du listao dans la zone de la Convention, ainsi qu'aux navires battant leur pavillon utilisés pour tout type d'appui à cette activité de pêche (ci-après dénommés « navires autorisés »).

Registre ICCAT des navires autorisés de thonidés tropicaux

32. La Commission devra élaborer et tenir à jour le registre ICCAT des navires autorisés de thonidés tropicaux, comprenant les navires de support. Les navires de pêche mesurant 20 mètres ou plus de longueur hors-tout (LOA) ne figurant pas dans ce registre sont considérés comme n'étant pas autorisés à pêcher, à retenir à bord, à transborder, à transporter, à transférer, à traiter ou à débarquer du thon obèse et/ou de l'albacore et/ou du listao provenant de la zone de la Convention ou à apporter un appui de toute nature à ces activités, y compris le déploiement et la récupération de DCP et/ou de bouées.

33. Les CPC pourraient autoriser des prises accessoires de thonidés tropicaux par les navires non autorisés à pêcher des thonidés tropicaux en vertu des paragraphes 31 et 32, si la CPC établit une limite de prise accessoire maximum à bord pour ces navires et que la prise accessoire en question est déduite ~~du quota ou~~ de la limite de capture de la CPC. Chaque CPC devra soumettre dans son rapport annuel la limite de prise accessoire maximum autorisée pour ces navires et des informations sur la façon dont les CPC font en sorte que la limite soit respectée. Cette information devra être compilée par le Secrétariat de l'ICCAT et mise à la disposition des CPC.

34. Les CPC devront fournir la liste des navires autorisés au Secrétaire exécutif en version électronique, conformément au format stipulé dans les Directives pour la soumission des données et des informations requises par l'ICCAT.

35. Les CPC devront notifier immédiatement au Secrétaire exécutif les ajouts, les radiations et/ou les modifications ayant été apportés à la liste initiale. Les périodes d'autorisation pour les modifications ou les ajouts à la liste ne devront pas inclure de dates antérieures de plus de 45 jours à la date de la présentation des changements au Secrétariat. Le Secrétariat devra radier du registre ICCAT de navires les navires dont les périodes d'autorisation ont expiré.

36. Le Secrétaire exécutif devra immédiatement publier le registre des navires autorisés sur la page web de l'ICCAT, y compris tout ajout, suppression et/ou modification communiqués par les CPC.
37. Les conditions et procédures visées dans la *Recommandation de l'ICCAT concernant l'établissement d'un Registre ICCAT de bateaux de 20 mètres ou plus de longueur hors-tout autorisés à opérer dans la zone de la Convention* (Rec. 13-13) devront s'appliquer *mutatis mutandis* au Registre ICCAT de navires autorisés de thonidés tropicaux.

Navires pêchant activement des thonidés tropicaux au cours d'une année donnée

38. Avant le 31 juillet de chaque année, chaque CPC devra communiquer au Secrétaire exécutif la liste des navires autorisés battant son pavillon qui ont pêché du thon obèse et/ou de l'albacore et/ou du listao dans la zone de la Convention ou qui ont apporté un appui de toute nature à l'activité de pêche (navires de support) au cours de l'année civile précédente. Dans le cas des senneurs, cette liste devra également inclure les navires de support qui ont apporté un appui à l'activité de pêche, indépendamment de leur pavillon.

Tous les ans, le Secrétaire exécutif devra soumettre ces listes de navires au Comité d'application et au SCRS.

39. Les dispositions des paragraphes 31 à 37 ne s'appliquent pas aux navires de pêche récréative.

Enregistrement des captures et des activités de pêche

40. Chaque CPC devra s'assurer que ses navires de plus de 21 m de longueur hors-tout (LOA) ou plus pêchant le thon obèse, l'albacore et le listao dans la zone de Convention enregistrent leurs captures conformément aux exigences de l'annexe 6 de la *Recommandation de l'ICCAT relative à l'enregistrement des captures par les navires de pêche dans la zone de Convention* [Rec. 03-13].

Identification des activités IUU

4041. Le Secrétaire exécutif devra sans délai vérifier que tout navire identifié ou signalé dans le contexte de ce programme pluriannuel figure sur le registre ICCAT des navires autorisés. Si une éventuelle infraction est détectée, le Secrétaire exécutif devra immédiatement la notifier à la CPC de pavillon. La CPC de pavillon devra immédiatement mener une enquête sur la situation et, si le navire pêche en rapport avec des objets susceptibles d'affecter la concentration des poissons, DCP compris, elle sommerá le navire de cesser son activité et, si nécessaire, d'abandonner la zone sans délai. La CPC de pavillon devra immédiatement transmettre au Secrétaire exécutif les résultats de son enquête et les mesures correspondantes prises.

4142. Le Secrétaire exécutif devra faire un rapport au Comité d'application, à chaque réunion annuelle de la Commission, sur toute question relative à l'identification des navires non autorisés, à la mise en œuvre du VMS, aux dispositions relatives aux observateurs, aux résultats de l'enquête pertinente menée et aux mesures pertinentes prises par les CPC de pavillon concernées.

4243. Le Secrétaire exécutif devra proposer d'inclure tout navire identifié en vertu du paragraphe 35, ou les navires pour lesquels la CPC de pavillon n'a pas effectué l'enquête requise et pris, si nécessaire, les mesures appropriées en vertu du paragraphe 34, sur la liste IUU provisoire de l'ICCAT.

Observateurs

4344. Pour les observateurs embarqués à bord des navires qui ciblent le thon obèse, l'albacore et/ou le listao dans la zone à l'Est du méridien 20°/longitude Ouest et au Nord du parallèle 28°/latitude Sud les dispositions suivantes devront s'appliquer :

- a) Toutes les CPC devront automatiquement reconnaître les observateurs. Cette reconnaissance devra permettre à l'observateur scientifique de poursuivre la collecte d'informations dans

l'ensemble de la ZEE visitée par le navire faisant l'objet de l'observation. La CPC de pavillon, qui a détaché l'observateur, devra fournir aux CPC côtières concernées les informations recueillies par l'observateur et concernant les activités de pêche ciblant des espèces relevant de l'ICCAT dans leur ZEE.

4445. En ce qui concerne les palangriers battant leur pavillon d'une longueur hors tout (LOA) égale ou supérieure à 20 mètres, ciblant le thon obèse, l'albacore et/ou le listao dans la zone de la Convention, les CPC devront assurer une couverture minimale d'observation de 10% de l'effort de pêche d'ici 2021, par la présence ~~d'un système de suivi électronique approuvé ou~~ d'un observateur humain à bord, conformément à ~~l'annexe [l'annexe 7]~~ ou d'un système de suivi électronique approuvé. Les CPC devront déclarer l'information recueillie par les observateurs de l'année antérieure le 30 avril au plus tard au Secrétariat de l'ICCAT et au SCRS compte tenu des exigences de confidentialité des CPC.

4445 bis. Le SCRS devra formuler un avis sur les meilleurs paramètres de mesure de la couverture par observateurs ainsi que sur la manière dont la couverture devrait être stratifiée par navires, saisons et zones pour obtenir une efficacité maximale.

4445 ter. Les CPC devront s'efforcer d'augmenter davantage les taux de couverture par des observateurs pour les palangriers, notamment par le biais d'essais et de la mise en œuvre d'une surveillance électronique pour compléter les observateurs humains. Les CPC qui effectuent des essais de suivi électronique devront partager les spécifications techniques et les normes avec la Commission en vue de l'élaboration de normes convenues de l'ICCAT.

44quater~~45quater~~. [Espace réservé – Les Etats-Unis pourraient demander que la couverture actuelle d'observateurs humains d'au moins 5% soit maintenue].

4546. En ce qui concerne les senneurs battant leur pavillon ciblant le thon obèse, l'albacore et/ou le listao dans la zone de la Convention, les CPC devront assurer une couverture d'observation de 100% de l'effort de pêche, par la présence d'un observateur à bord, conformément à **l'annexe 7** ou par le biais d'un système de suivi électronique agréé. Les CPC devront déclarer l'information recueillie par les observateurs de l'année déclarée le 30 avril au plus tard au Secrétariat de l'ICCAT et au SCRS. Les CPC devraient travailler pour atteindre 100% de couverture d'observateur, à travers la présence d'un observateur à bord ou d'un système de suivi électronique agréé.

4647. A compter de 2020, les CPC devront s'assurer que tous les navires ravitailleurs aient une couverture d'observateurs de [100%].

4748. Chaque année, le Secrétariat de l'ICCAT compilera les informations collectées dans le cadre des programmes nationaux d'observateurs, y compris les données sur la couverture d'observateurs pour chaque pêcherie de thonidés tropicaux, et les transmettra à la Commission avant la réunion annuelle en vue de délibérations supplémentaires, en tenant compte des exigences en matière de confidentialité des CPC.

Programme d'échantillonnage au port

4849. Le programme d'échantillonnage au port élaboré par le SCRS en 2012 devra être poursuivi pour les ports de débarquement ou de transbordement. Les données et les informations collectées dans le cadre de ce programme d'échantillonnage devront être déclarées à l'ICCAT chaque année, avec une description, au minimum, des éléments suivants par pays de débarquement et par trimestre : composition par espèce, débarquements par espèces, composition par taille et poids. Les échantillons biologiques appropriés pour déterminer le cycle vital devraient être prélevés dans la mesure du possible.

VIe PARTIE
PROCÉDURES DE GESTION/ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE DE GESTION

Évaluation de la stratégie de gestion et règles de contrôle de l'exploitation concurrentes

4950. Le SCRS devra affiner le processus MSE conformément à la feuille de route du SCRS et continuer à tester les procédures de gestion concurrentes. Sur cette base, la Commission devra examiner les procédures de gestion concurrentes, y compris des mesures de gestion convenues au préalable prises selon diverses conditions du stock. Celles-ci devront prendre en compte les impacts différentiels des opérations de pêche (par exemple, senneurs, palangriers et canneurs) sur la mortalité des juvéniles et la production au niveau de la PME.

VIIEME PARTIE
DISPOSITIONS FINALES

Diffusion des données au SCRS et aux scientifiques nationaux

5051. Les CPC devront s'assurer que :

- a) les carnets de pêche sur support papier et électroniques visés au paragraphe **3540** et les carnets de pêche-DCP visés au paragraphe **2227**, le cas échéant, sont rapidement collectés et mis à la disposition des scientifiques nationaux ;
- b) les données de tâche II incluent les informations collectées dans les carnets de pêche ou les carnets de pêche-DCP, le cas échéant, et que celles-ci sont transmises chaque année au Secrétaire exécutif de l'ICCAT qui les mettra à la disposition du SCRS.

5152. Les CPC devraient encourager leurs scientifiques nationaux à entreprendre des travaux en collaboration avec leur industrie nationale afin d'analyser les données relatives aux DCP (par exemple, carnets de pêche, données sur les bouées) et à présenter les résultats de cette analyse au SCRS. Les CPC devraient prendre des mesures en vue de faciliter la mise à disposition des données pour ces travaux en collaboration, assujettis à des limites de confidentialité pertinentes.

5253. Dans l'objectif de fournir des informations utiles pour estimer l'effort de pêche en rapport à la pêche sous DCP, chaque CPC devrait permettre à ses scientifiques nationaux d'accéder pleinement aux :

- a) données VMS de leurs navires de pêche et navires de support et aux trajectoires des DCP ;
- b) données enregistrées par les échosondeurs ; et
- c) carnets de pêche des DCP et informations recueillies en vertu du paragraphe 22.

Confidentialité

5354. Toutes les données soumises en vertu de la présente Recommandation devront être traitées d'une manière conforme aux directives en matière de confidentialité des données de l'ICCAT et uniquement aux fins de la présente Recommandation et conformément aux exigences et procédures développées par la Commission.

Abrogation et révision

5455. La présente Recommandation remplace la Recommandation 16-01 et devra être **révisée selon qu'il convient réexaminée en 2022.**

Directives pour l'élaboration des plans de gestion des DCP

Le plan de gestion des DCP pour les flottilles de senneurs et de canneurs d'une CPC doit inclure les éléments suivants :

1. Description
 - a) Types de DCP : DCPA = amarré ; DCPD = dérivant
 - b) Type de balise/bouée
 - c) Nombre maximum de DCP devant être déployés par senneur et par type de DCP et étant actifs à un moment donné par navire
 - d) Distance minimum entre les DCPA
 - e) Réduction des prises accessoires et politique d'utilisation
 - f) Considération des interactions avec d'autres types d'engins ;
 - g) Déclaration ou politique à suivre sur « la propriété des DCP ».
 - h) Utilisation de navires de support, dont ceux battant le pavillon d'autres CPC
2. Accords institutionnels
 - a) Responsabilités institutionnelles pour le plan de gestion des DCP
 - b) Processus de demande d'autorisation du déploiement des DCP
 - c) Obligations des armateurs et des capitaines en ce qui concerne le déploiement et l'utilisation des DCP
 - d) Politique de remplacement des DCP
 - e) Obligations de déclaration additionnelles au-delà de la présente Recommandation
 - f) Politique en matière de résolution des conflits en ce qui concerne les DCP
 - g) Détails de toute fermeture de zone ou de période, par ex. eaux territoriales, couloirs maritimes, proximité à des pêcheries artisanales, etc.
3. Spécifications et exigences en matière de construction des DCP
 - a) Caractéristiques de la conception des DCP (description)
 - b) Les exigences en matière d'éclairage.
 - c) Réflecteurs par radar
 - d) Distance visible
 - e) Marques et identifiant du DCP
 - f) Marques et identifiant des radiobalises (exigence de numéros pour série)
 - g) Marques et identifiant des balises échosondeur (exigence pour numéros de série)
 - h) Transmetteurs par satellite
 - i) Recherche menée sur les DCP biodégradables
 - j) Prévention des pertes ou de l'abandon des DCP
 - k) Gestion de la récupération des DCP
4. Période applicable pour le plan de gestion des DCP
5. Moyens pour le suivi et l'examen de la mise en œuvre du plan de gestion des DCP

Carnet de pêche-DCP

DCP Marques	NID de bouée	DCP Type	Type De visite	Date	Heure	Position		Prises estimées			Prises accessoires				Observations
						Latitude	Longitude	SKJ	YFT	BET	Groupe taxonomique	Prises estimées	Unité	Spécimen remis à l'eau (vivant)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(7)	(8)	(8)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
...
...

- (1) (2) Si la marque du DCP et le numéro d'identification de la balise/bouée associée sont absents ou illisibles, le mentionner dans cette section. Néanmoins, si la marque du DCP et le numéro d'identification de la balise/bouée associée sont absents ou illisibles, le DCP ne devra pas être déployé.
- (3) DCP ancré, DCP naturel dérivant ou DCP artificiel dérivant.
- (4) c.à.d. déploiement, hissage, renforcement/consolidation, retrait/récupération, changement de la balise, perte et mentionner si la visite s'est suivie d'une opération.
- (5) jj/mm/aa
- (6) hh:mm
- (7) N/S/mm/jj ou °E/W/mm/jj
- (8) Prises estimées exprimées en tonnes métriques.
- (9) Utiliser une ligne par groupe taxonomique.
- (10) Prises estimées exprimées en poids ou en nombre.
- (11) Unité utilisée.
- (12) Exprimé en nombre de spécimens.
- (13) Si la marque du DCP ou le numéro d'identification de la balise associée n'est pas disponible, fournir dans cette section toute l'information disponible susceptible d'aider à décrire le DCP et à identifier le propriétaire du DCP.

Annexe 3

Tableau 1. Codes, noms et exemples de différents types d'objet flottant qui devraient être consignés dans le carnet de pêche, comme donnée minimale requise. Tableau extrait du Rapport du SCRS de 2016 (point 18.2 Tableau 7).

<i>Code</i>	<i>Nom</i>	<i>Exemple</i>
DFAD ^[1] _[SEP]	DCP dérivant	Bambou ou radeau métallique
AFAD	DCP ancré ^[1] _[SEP]	Très grande bouée
FALOG	Objet artificiel provenant de l'activité humaine (en lien avec les activités de pêche)	Filets, épave, cordes
HALOG	Objet artificiel provenant de l'activité humaine (sans lien avec les activités de pêche)	Machine à laver, réservoir de mazout
ANLOG	Objet naturel d'origine animale	Carcasses, requins-baleines
VNLOG	Objet naturel d'origine végétale	Branches, tronc, feuille de palmier

Tableau 2. Noms et description des activités liées aux objets flottants et aux bouées qui devraient être consignés dans le carnet de pêche comme donnée minimale requise (les codes ne sont pas mentionnés dans le présent document). Tableau extrait du Rapport du SCRS de 2016 (point 18.2 Tableau 8).

	<i>Nom</i>	<i>Description</i>
<i>FOB</i>	Rencontre	Rencontre aléatoire (sans pêche) d'un objet ou d'un DCP appartenant à un autre navire (position non connue)
	Visite	Visite (sans pêche) d'un FOB (position connue)
	Déploiement	DCP déployé en mer
	Renforcement	Consolidation d'un FOB
	Retrait du DCP	Récupération du DCP
	Pêche	Opération de pêche avec un FOB ¹
<i>BOUÉE</i>	Marquage	Apposition d'une bouée sur un FOB ²
	Retrait de la bouée	Récupération de la bouée équipant le FOB
	Perte	Perte de la bouée/fin de la transmission de la bouée

1. Une opération de pêche avec un FOB inclut deux aspects : pêche après une visite au propre FOB d'un navire (ciblé) ou pêche après une rencontre aléatoire d'un FOB (opportuniste).
2. Le déploiement d'une bouée sur un FOB inclut trois aspects : déploiement d'une bouée sur un FOB étranger, transfert d'une bouée (ce qui modifie le propriétaire du FOB) et modification de la bouée sur le même FOB (ce qui ne change pas le propriétaire du FOB).

Liste des DCP et des bouées déployés sur une base mensuelle

Mois :

Identificateur du DCP		Types de DCP et d'équipement électronique		DCP				Observations
Marque du DCP	ID de la bouée associée	Type de DCP	Type de bouée associée et/ou de dispositifs électroniques	Partie flottante du DCP	Structure sous-marine suspendue du DCP			
(1)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)			(6)
...
...

- (1) Si la marque du DCP et le numéro d'identification de la balise/bouée associée sont absents ou illisibles, le DCP ne devra pas être déployé.
 (2) DCP ancré, DCP naturel dérivant ou DCP artificiel dérivant.
 (3) Par exemple : GPS, sondeur, etc. Si aucun dispositif électronique n'est associé au DCP, signaler cette absence d'équipement.
 (4) Mentionner le matériel de la structure et du revêtement et s'il est biodégradable.
 (5) P. ex. filets, cordes, palmes, etc. et mentionner les caractéristiques d'emmêlement et/ou de biodégradabilité du matériel.
 (6) Les spécifications d'éclairage, les réflecteurs par radar et les distances visibles devront être consignés dans cette section.

Directives visant à réduire l'impact écologique des DCP dans les pêcheries de l'ICCAT

1. La structure superficielle du DCP ne devrait pas être couverte ou couverte uniquement d'un matériel présentant un risque minimum d'emmêlement des espèces accessoires.
2. Les éléments de subsurface devraient être exclusivement composés de matériel non emmêlant (p.ex. cordes ou toile).
3. Lors de la conception des DCP, il faudrait privilégier l'emploi de matériel biodégradable.

Exigences aux fins de la déclaration des captures

Spécifications minimales pour les carnets de pêche électroniques ou sur support papier :

1. Le carnet de pêche doit être numéroté par feuille.
2. Le carnet de pêche doit être rempli tous les jours (minuit) ou avant l'arrivée au port.
3. Un exemplaire des feuilles doit rester attaché au carnet de pêche.
4. Les carnets de pêche doivent rester à bord pour couvrir les opérations d'une sortie.

Information standard minimum pour les carnets de pêche

1. Nom et adresse du capitaine.
2. Dates et ports de départ, dates et ports d'arrivée.
3. Nom du navire, numéro de registre, numéro de l'ICCAT et numéro de l'OMI (si disponible).
4. Engin de pêche :
 - (a) Saisir code FAO
 - (b) Dimension (longueur, taille de la maille, nombre d'hameçons, etc.)
5. Opérations en mer avec une ligne (minimum) par jour de sortie, fournissant :
 - (a) Activité (pêche, navigation...).
 - (b) Position: positions quotidiennes exactes (en degré et minutes), enregistrées pour chaque opération de pêche ou à midi lorsqu'aucune pêche n'a été réalisée au cours de cette journée.
 - (c) Registre des captures.
6. Identification des espèces :
 - (a) Par code FAO
 - (b) Poids vif (RWT) en tonne par opération
 - (c) Mode de pêche (DCP, banc libre, etc.)
7. Signature du capitaine.
8. Signature de l'observateur, le cas échéant.
9. Moyens de mesure du poids : estimation, pesée à bord et comptage.
10. Le carnet de pêche est rempli en poids vif équivalent des poissons et indique les coefficients de conversion utilisés dans l'évaluation.

Information minimale en cas de débarquement/transbordement:

1. Dates et port de débarquement/transbordement.
2. Produits : nombre de poissons et quantité en kg.
3. Signature du capitaine ou de l'agent du navire.

Programme d'observateurs

1. Les observateurs visés au paragraphe 37 de la présente Recommandation devront posséder les qualifications suivantes afin d'accomplir leurs tâches :
 - Expérience suffisante pour identifier les espèces et l'engin de pêche ;
 - Connaissances satisfaisantes des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT évaluées par un certificat fourni par les CPC et fondé sur les directives de formation de l'ICCAT ;
 - Capacité d'observer et de consigner avec précision ;
 - Capacité de prélever des échantillons biologiques ;
 - Connaissances satisfaisantes de la langue du pavillon du navire observé.
2. Les observateurs ne devront pas être membres de l'équipage du navire de pêche observé et devront :
 - (a) Être ressortissants d'une des CPC ;
 - (b) Être capables d'assumer les tâches énoncées au point 3 ci-dessous ;
 - (c) Ne pas avoir actuellement d'intérêts financiers ou avantageux dans les pêcheries de thonidés tropicaux.
3. Les tâches de l'observateur devront consister notamment à :
 - (a) Surveiller l'application, par les navires de pêche, des mesures de conservation et de gestion pertinentes adoptées par la Commission.

Les observateurs devront notamment :

- i. Enregistrer et faire rapport sur les activités de pêche réalisées.
 - ii. Observer et estimer les captures et vérifier les données saisies dans les carnets de pêche ;
 - iii. Observer et enregistrer les navires qui pourraient pêcher à l'encontre des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT ;
 - iv. Vérifier la position du navire lorsqu'il se livre à une activité de capture ;
 - v. Vérifier le nombre de bouées opérationnelles actives à tout moment ;
 - vi. Réaliser des travaux scientifiques, tels que la collecte des données de tâche II, lorsque le requiert la Commission, sur la base des directives du SCRS, en observant et en enregistrant des données sur les caractéristiques des DCP, conformément au **tableau 1** ci-dessous.
- b) Établir des rapports généraux compilant les informations recueillies conformément au présent paragraphe et permettre au capitaine d'y inclure toute information pertinente.

Obligations des observateurs

4. Les observateurs devront traiter confidentiellement toutes les informations relatives aux opérations de pêche et de transbordement des navires de pêche, et accepter par écrit cette exigence qui conditionne leur désignation.
5. Les observateurs devront respecter les exigences établies dans les lois et les réglementations de l'État de pavillon qui exerce sa juridiction sur le navire auquel l'observateur est affecté.
6. Les observateurs devront respecter la hiérarchie et les règles générales de conduite qui s'appliquent à tout le personnel du navire, sous réserve que ces règles ne portent pas atteinte aux obligations de l'observateur dans le cadre de ce programme, ni aux obligations du personnel du navire énoncées au point 7 de la présente annexe.

Obligations des États de pavillon des navires de pêche

7. Les responsabilités des États de pavillon des navires de pêche et de leurs capitaines en ce qui concerne les observateurs devront notamment se rapporter aux éléments ci-après :
 - a) Les observateurs devront être autorisés à avoir accès au personnel du navire ainsi qu'à l'engin et à l'équipement ;
 - b) Sur demande, les observateurs devront également être autorisés à avoir accès à l'équipement décrit ci-après, si les navires sur lesquels ils sont affectés en disposent, afin de faciliter l'exécution de leurs tâches prévues au point 3 de la présente annexe :
 - i) équipement de navigation par satellite ;
 - ii) écrans d'affichage radar, si utilisés ;
 - iii) moyens électroniques de communication, dont les signaux émis par le DCP/les bouées.
 - c) Les observateurs devront disposer de logement, y compris d'hébergement, d'alimentation et d'installations sanitaires adéquates équivalents à ceux des officiers ;
 - d) Les observateurs devront disposer d'un espace adéquat sur la passerelle ou la timonerie aux fins des travaux administratifs ainsi que d'un espace adéquat sur le pont aux fins de l'exécution des tâches d'observateur ; et
 - e) Les États de pavillon devront veiller à ce que les capitaines, l'équipage et les armateurs n'entravent pas, n'intimident pas, ne portent pas atteinte, n'influencent pas, ne soudoient ni ne tentent de soudoyer un observateur dans l'exercice de ses fonctions.

Tableau 1. Information du FOB/DCP ajoutée au formulaire de l'observateur présent à bord afin de respecter les recommandations formulées par les ORGP. Tableau extrait du rapport du SCRS de 2016 (point 18.2 Tableau 9).

<i>Caractéristiques</i>	<i>DFAD</i>	<i>AFAD</i>	<i>HALOG</i>	<i>FALOG</i>	<i>ANLOG</i>	<i>VNLOG</i>
FOB construit au moyen de matériaux biodégradables (vrai/faux/indéfini)	X	X	X	X		
FOB non emmêlant (vrai/faux/indéfini)	X	X	X	X		
Matière du maillage (vrai/faux/indéfini) composant le FOB	X	X		X		
Taille de la maille la plus grande (en millimètres)	X	X		X		
Distance entre la surface et la partie la plus profonde du FOB (en mètres)	X	X	X	X		
Surface couverte approximativement par le FOB	X	X	X	X		
Spécifier l'ID du FOB si disponible	X	X	X	X		
Flottille titulaire du dispositif de suivi / bouée échosondeur	X	X	X	X	X	X
Navire titulaire du dispositif de suivi / bouée échosondeur	X	X	X	X	X	X
Type d'ancrage utilisé pour l'amarrage (registre AFAD)		X				
Réflecteurs radar (présence/absence) (registre AFAD)		X				
Illumination (présence/absence) (registre AFAD)		X				
Portée visuelle (en mille nautique) (registre AFAD)		X				
Matériaux utilisés pour la partie flottante du FOB (liste à définir)	X	X	X	X		
Matériaux composant la structure immergée du FOB (liste à définir)	X	X	X	X		
TYPE+ID du dispositif de suivi, si possible, faute de quoi, indiquer « non présent » ou « non défini ».	X	X	X	X	X	X